



**HAL**  
open science

## Politiques publiques en France : présentation

Pierre Muller, Elie Cohen

► **To cite this version:**

Pierre Muller, Elie Cohen. Politiques publiques en France : présentation. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, 42 (2), pp.195 - 196. hal-03471453

**HAL Id: hal-03471453**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03471453>**

Submitted on 8 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## PRÉSENTATION

---

**L'**analyse des politiques publiques peut-elle nous aider à comprendre les transformations qui affectent le système politique français depuis les années 1980 ? Telle est la question qui est à l'origine de ce numéro de la Revue française de science politique. Il ne s'agit évidemment pas de proposer une vue complète des travaux de recherche relevant de cette approche en France, aujourd'hui. En revanche, les cinq articles présentés ici constituent une bonne illustration de l'apport de l'analyse des politiques à l'étude du politique.

Ce n'est que récemment, en effet, que l'analyse des politiques, en tant que science de l'Etat en action, a véritablement trouvé sa place dans le champ intellectuel français. Marquée par son origine anglo-saxonne et ses développements nordiques, centrée sur l'étude du travail gouvernemental, voire sur la prescription normative, plus que sur les déterminants globaux de l'action de l'Etat, l'analyse des politiques a été, paradoxalement, victime de la centralité de l'Etat en France. Alors qu'aux Etats-Unis l'action administrative est d'emblée objet d'études ou même de critiques destinées à améliorer le fonctionnement des systèmes de décision publique, l'Etat français est resté pendant longtemps à l'abri du regard scientifique. Seul le droit pouvait dire le sens de l'action publique.

C'est dans les années 1960 que les choses commencent à changer avec, notamment, les travaux du Centre de sociologie des organisations. Focalisée sur l'analyse du changement, cette première vague de recherches est contemporaine de la période de modernisation gaulliste de l'Etat. Avec les années 1970, une seconde vague de travaux témoigne d'un doute grandissant sur la rationalité supposée des interventions publiques. Aujourd'hui, la réflexion sur la modernisation du service public et la reconnaissance de la nécessité de développer l'évaluation des politiques publiques ont encore ouvert le champ à ce type de recherches.

A partir de là, l'étude des politiques fait surgir un certain nombre de questions importantes pour la science politique, que les articles de ce numéro abordent tous à leur manière, ce qui n'exclut pas, naturellement, les divergences d'appréciation et les débats.

— La première concerne la place de l'analyse des politiques, discipline carrefour marquée par son rapport à l'action (mais c'est une caractéristique de la science politique elle-même...) au sein de la science politique. En réalité, cette place va dépendre de sa capacité à faire surgir de nouvelles interrogations. Or les articles qui suivent posent un problème qui constitue un défi important pour la théorie politique aujourd'hui et que l'on pourrait résumer brutalement de la façon suivante : faire de la politique, n'est-ce pas, de plus en plus, faire des politiques publiques ? Cela signifie que les questions traditionnelles de la science politique (le pouvoir, la représentation, la légitimité...) se posent de plus en plus souvent à travers le prisme

de la fabrication des politiques publiques, c'est-à-dire des modes de gouvernement des sociétés complexes.

— Mais répondre à cette exigence ne doit-il pas conduire à renoncer aux approches trop globales, culturalistes ou économistes, et à privilégier l'analyse minutieuse des processus par lesquels se fait le travail gouvernemental ? Pour analyser les politiques publiques, il faut s'intéresser à leur contenu, c'est-à-dire travailler sur la substance même de l'action publique, et pas seulement sur les institutions, les acteurs, les groupes d'intérêt ou les processus...

— C'est donc en travaillant sur les politiques publiques dans la longue et moyenne période que l'on pourra analyser la spécificité, voire l'exception française. En effet, de nombreux travaux mettent en évidence la difficulté de situer la France dans les modèles produits au niveau international, comme les échelles de représentation des intérêts, par exemple, tandis que les multiples recherches menées sur le système politique français par des observateurs étrangers témoignent de la curiosité suscitée par ce phénomène.

Il sera alors possible de comprendre la « grande transformation » des années 1980 qui constitue un autre fil directeur commun à l'ensemble des articles. L'ouverture internationale, la construction européenne, la transformation des rapports centre-périphérie... constituent un formidable ébranlement des modes de représentation et de gouvernement, qui met à mal le rôle traditionnel de l'Etat dans la société française. Est-ce la fin de la spécificité française ?

Élie Cohen, Pierre Muller